



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

NM/I/2

ORIGINAL: anglais

DATE: 15 octobre 1974

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

REUNION DES ETATS MEMBRES AVEC DES ETATS NON MEMBRES

Genève, 21 au 23 octobre 1974

NOTES TRANSMISES PAR LES PARTICIPANTS

Note des Etats-Unis d'Amérique

Le Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique a transmis, le 20 septembre 1974, la note jointe en annexe au présent document, qui contient des propositions visant à amender les dispositions de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, en vue de faciliter l'adhésion des Etats-Unis à cette Convention.

[L'annexe suit]

ANNEXE

Lettre en date du 20 septembre 1974 adressée par l'Office of Business Practices
du Département d'Etat des Etats-Unis au Secrétaire général de l'UPOV

Le Gouvernement des Etats-Unis tient à affirmer l'intérêt qu'il porte à la promotion des droits de propriété industrielle dans le domaine des obtentions végétales. Dans ce but, dont nous apprécions l'importance, nous étudions sérieusement l'opportunité de devenir membres de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).

Notre adhésion est toutefois subordonnée à de nombreuses considérations. Nous évaluons les modifications à apporter à certaines de nos lois et à certains de nos usages en fonction des avantages significatifs que nos citoyens en retireraient. Or, certaines dispositions de la Convention UPOV nous obligeraient à apporter à nos lois et usages des modifications qui ne nous semblent pas correspondre parfaitement aux intérêts de nos obtenteurs.

Nous souhaiterions formuler quelques suggestions en vue de la modification des dispositions de la Convention UPOV qui nous causent le plus de préoccupations. Nous pensons que ces suggestions permettraient de répondre à la plupart de nos besoins sans porter atteinte aux objectifs de l'UPOV ni mettre en cause son utilité.

Lors de la prochaine réunion d'octobre, notre Gouvernement espère pouvoir obtenir l'avis des délégations membres et des observateurs sur nos suggestions. Pour évaluer ces avis, nous consulterons les divers secteurs de notre industrie agricole.

Vous avez certainement reçu, à l'heure actuelle, la lettre de M. John C. Blum, du Département de l'agriculture des Etats-Unis. Comme vous le savez, le Département de l'agriculture administre la loi des Etats-Unis sur la protection des obtentions végétales. Cette loi prévoit la reconnaissance et la protection de droits pour les variétés végétales reproduites par voie sexuée. Les droits afférents aux variétés végétales à reproduction asexuée, qui sont régis par notre législation sur les brevets, relèvent de la compétence de l'Office des brevets des Etats-Unis. Ces textes législatifs sont entièrement distincts et sont administrés séparément. Je vous serais donc obligé de bien vouloir prendre en considération la présente lettre, et non celle de M. Blum, pour l'exposé officiel des vues de notre Gouvernement concernant la possibilité d'une adhésion à l'UPOV.

Aux termes de l'article 2, un Etat membre peut reconnaître le droit de l'obtenteur par l'octroi d'un titre de protection particulier ou d'un brevet. Toutefois, cet article interdit à un Etat membre de prévoir deux formes de protection pour une même variété végétale.

Aux Etats-Unis, un brevet peut être accordé pour une variété produite par multiplication asexuée. Si cette même variété a été reproduite par voie sexuée, un certificat de protection peut également être délivré en vertu de la loi des Etats-Unis sur la protection des obtentions végétales. Par conséquent, une même variété peut bénéficier des deux formes de protection prévues par notre législation.

Nous ne voyons aucune raison majeure d'interdire aux Etats membres de prévoir plusieurs formes de protection pour une même variété. Lorsque les droits accordés diffèrent par leur contenu, comme c'est le cas aux Etats-Unis, l'obtenteur devrait avoir la possibilité de se prévaloir des deux formes de protection. Il pourrait ainsi bénéficier de l'ensemble des droits prévus par cet Etat. Nous suggérons par conséquent de modifier l'article 2 de manière à permettre à un Etat membre d'obtenir deux formes de protection pour une même espèce. La protection sous deux formes, que nous suggérons, ne doit cependant pas conduire à une extension des droits exclusifs.

Les articles 3 et 4 concernent le traitement national et précisent les conditions auxquelles les Etats membres doivent ou peuvent l'accorder à des étrangers. Les Etats-Unis estiment que les Etats doivent prendre les mesures appropriées pour protéger les droits de propriété de leurs nationaux. Ils peuvent le faire en appliquant soit le principe du traitement national, soit le principe de la réciprocité. Aux Etats-Unis, le traitement national est accordé pour les variétés produites par multiplication asexuée, tandis que les variétés reproduites par voie sexuée sont protégées sur la base du principe de la réciprocité. Les Etats-Unis étudient sérieusement cette question à l'heure actuelle.

La politique des Etats membres, consistant à exiger que des essais en plein champ soient effectués ou supervisés par des services gouvernementaux, comme le permet l'article 7, nous semble constituer un obstacle majeur à l'application de la protection. Nous suggérons de supprimer ces essais. Outre qu'elle permettrait d'obtenir plus rapidement la protection des variétés, l'élimination de ces essais aurait pour effet d'éviter les frais importants encourus dans le cadre de la procédure actuelle.

Aucune des deux administrations responsables de l'examen des obtentions végétales aux Etats-Unis n'estime nécessaire de procéder ou de faire procéder à des essais en plein champ pour attester la nouveauté d'une variété végétale. Nos expériences dans ce domaine nous conduisent, en fait, à une conclusion diamétralement opposée, à savoir qu'il est parfaitement possible de procéder à un examen rigoureux en l'absence d'une procédure d'essais obligatoires. Les essais effectués pour l'examen font généralement double emploi avec ceux auxquels a procédé l'obtenteur avant de présenter une demande de protection. Nous pouvons en revanche nous fonder sur la description de la variété soumise par l'obtenteur ainsi que sur d'autres renseignements disponibles.

L'article 5 énonce les droits des obtenteurs contre l'utilisation non autorisée de leurs variétés. Nous suggérons d'apporter quelques modifications à cet article, comme il est indiqué ci-après.

Pour déterminer s'il y a ou non violation des droits de l'obtenteur, l'article 5 établit une distinction entre l'utilisation à des fins commerciales et l'utilisation à des fins non commerciales. Pour les plantes à reproduction asexuée, nous estimons que les obtenteurs devraient être protégés contre toute reproduction non autorisée, qu'il y ait ou non un but commercial. Nous espérons, en conséquence, qu'il sera possible d'envisager de modifier l'article 5 en ce sens. L'utilisation à des fins expérimentales ne devrait cependant pas être considérée comme une violation.

A notre sens, l'article 5 permet de reproduire par voie sexuée une variété sans l'autorisation de l'obtenteur, si cette reproduction a lieu à d'autres fins que la multiplication ou à des fins expérimentales. Il interdit en revanche, la multiplication non autorisée ou la vente non autorisée à des fins de multiplication. Nous approuvons ces dispositions à condition qu'elles permettent aux agriculteurs et cultivateurs de conserver les semences qu'ils ont obtenues à partir d'un ensemencement autorisé et de les utiliser pour la production d'une récolte l'année suivante.

Les articles 6 et 7 concernent l'examen et prévoient les critères ou les normes permettant de déterminer si une variété est nouvelle. La nécessité de l'examen, comme condition préalable à l'octroi de droits d'obtenteur ou d'un brevet pour une nouvelle variété végétale, nous paraît incontestable. Nous ne pensons pas, en revanche, qu'il soit pratique ni particulièrement utile d'apprécier la "possibilité de protection" en fonction d'un critère de portée universelle ou mondiale, comme l'exige l'article 6.a). Ce critère suppose en effet que l'administration chargée de l'examen puisse obtenir et utiliser des informations notoires concernant l'utilisation ou la vente de diverses variétés végétales dans tous les pays du monde. Il s'agit là d'un critère évasif et excessivement difficile à appliquer. Nous suggérons de prévoir à l'article 6 un critère selon lequel la protection ne pourrait être refusée que dans la mesure où la variété serait notoirement connue, utilisée ou mise en vente sur le territoire de l'Etat dans lequel la protection est demandée.

L'article 6 n'autorise pas un obtenteur à commercialiser sa variété dans un Etat membre avant d'y avoir présenté une demande de protection. Mais la variété peut, en revanche, avoir été commercialisée sur le territoire d'un autre Etat que celui dans lequel la protection est demandée, et ce pendant une période pouvant aller jusqu'à quatre ans avant le dépôt d'une demande de protection. Ce délai de quatre ans est apparemment destiné à permettre d'apprécier le potentiel commercial de la variété.

Nous recommandons d'envisager, pour remplacer ces dispositions, l'institution d'un délai de grâce pendant lequel une variété végétale pourrait être commercialisée dans un Etat membre sans que le droit de l'obtenteur à bénéficier d'une protection dans cet Etat en soit affecté. Un délai de grâce d'une durée d'un an serait probablement suffisant.

Aussi bien l'article 6, dans sa forme actuelle, que notre recommandation tendant à l'institution d'un délai de grâce exigent que la nature et la signification du terme "commercialisation" dans le domaine des semences soient bien définies. Les travaux effectués à titre d'expérimentation ne doivent certainement pas être considérés comme des opérations de "commercialisation". Afin de préciser la signification du terme en question, nous proposons par conséquent d'étudier la possibilité de compléter l'article 6 par le texte suivant, en s'inspirant de l'article 102 de notre loi sur la protection des obtentions végétales :

Le titulaire qui abandonne en vue d'essais, avec avis que l'abandon n'a lieu qu'aux fins d'essais, la possession de semences ou d'autres matériaux de reproduction par voie sexuée, en conserve la propriété. Toute utilisation autre qu'en vue d'essais autorisés ou toute conversation non autorisée de ce matériel, par quiconque a connaissance de l'avis en question ou est censé en avoir pris connaissance, est interdite et constitue une violation du droit de propriété du titulaire. Quiconque reçoit le matériel muni de l'avis est censé en avoir pris connaissance.

L'article 8 précise les durées minimales de protection applicables, en fonction des différents types de plantes. Nous admettons que la durée de la protection doit être assez longue pour encourager le développement de nouvelles variétés. Néanmoins, nous suggérons d'examiner la possibilité de simplifier cette disposition dans la Convention UPOV, en prévoyant une durée minimum de protection de quinze ans pour toutes les variétés végétales. L'institution de cette durée minimum éviterait des conflits avec certaines législations nationales prévoyant des durées de protection inférieures aux dix-huit années exigées pour certaines plantes à l'article 8. Les durées exactes de protection pourraient être fixées dans le cadre des législations nationales.

L'on pourrait également envisager de calculer la durée de protection à compter de la date de dépôt de la demande de protection à l'office national. Ces modalités de calcul de la durée de protection seraient conformes aux dispositions de nombreuses lois sur la propriété industrielle.

Nous constatons que l'article 9 permet aux autorités nationales de limiter, dans certains cas, le libre exercice des droits d'obtenteur ou des droits découlant des brevets. Nous interprétons cet article comme autorisant implicitement les licences obligatoires dans le domaine des droits d'obtenteur ou des brevets. Le droit de recourir à la procédure de licence obligatoire n'est bien entendu pas mis en cause, mais nous suggérons d'introduire une modification permettant de n'appliquer cette procédure que dans les conditions énoncées à l'article 5 de la Convention de Paris de 1883. Il est à signaler que les dispositions relatives aux licences obligatoires telles qu'elles sont appliquées par notre Département de l'agriculture et telles qu'elles résultent de notre jurisprudence en matière de brevets, satisfont en tous points aux conditions prescrites à l'article 5 de la Convention de Paris.

L'article 10 prévoit les conditions d'annulation et de déchéance des droits d'obtenteur. L'obtenteur est notamment déchu de son droit s'il ne présente pas à une autorité nationale, après mise en demeure, le matériel de reproduction ou de multiplication permettant d'obtenir la variété protégée.

Sans critiquer systématiquement cette exigence, nous tenons à signaler que notre législation sur les brevets n'exige pas la conservation du matériel de multiplication et que notre système des brevets fonctionne efficacement en l'absence de cette exigence. Un obtenteur qui ne peut maintenir les caractéristiques de sa variété doit s'attendre à se voir déchu de ses droits sur cette variété. En conséquence, nous suggérons de laisser aux législations nationales le soin de fixer toutes les conditions requises pour la conservation du matériel de multiplication.

Il convient aussi de noter que dans de nombreux Etats, sinon dans la plupart d'entre eux, et notamment aux Etats-Unis la législation prévoit des causes particulières de déchéance ou d'annulation des droits de propriété industrielle ou même une cause unique, dépassant la portée de celles qui sont reconnues à l'article 10. Nous suggérons, en conséquence, de modifier l'article 10 de manière à permettre aux offices nationaux d'invoquer également les dispositions de la législation nationale pour prononcer l'annulation ou la déchéance des droits afférents à des variétés nouvelles. Cela exigerait une révision de l'article 10.4).

Nous interprétons l'article 12 comme permettant de différer dans certains cas, l'examen des demandes de brevets ou de droits d'obtenteur, pour une période pouvant aller jusqu'à quatre ans après le dépôt de la demande à l'office national. Il nous semble toutefois que les demandes tendant à l'obtention de droits sur de nouvelles variétés devraient être examinées aussi rapidement que possible dès qu'elles parviennent à l'office national, faute de quoi il serait difficile, pour le public, de savoir quels sont les droits afférents à cette variété végétale. Nous suggérons donc une révision de l'article 12 afin d'éviter que l'examen des demandes de droits d'obtenteur ou de brevets soit différé.

Les articles 13 et 36 de la Convention UPOV concernent les dénominations variétales. Nous reconnaissons que, dans la pratique, la protection des dénominations variétales est aussi importante que celle des variétés proprement dites. Nous admettons également la nécessité de s'assurer que les dénominations variétales ne pourront être usurpées pour être utilisées comme marques de fabrique ou de commerce et qu'inversement les marques de fabrique ou de commerce ne seront pas abusivement utilisées comme dénominations variétales.

Nous suggérons néanmoins de laisser aux législations nationales le soin de prévoir les modalités de sélection et d'approbation des dénominations variétales, ainsi que les détails de la réglementation applicable en la matière. La Convention UPOV contient, cependant, des dispositions appropriées prévoyant que les dénominations variétales ont un caractère générique et ne peuvent pas être utilisées comme marques de fabrique ou de commerce. Aussi, le rôle que joue l'UPOV en faisant connaître aux Etats les dénominations variétales utilisées devrait-il être maintenu et, si possible, développé.

Nous sommes préoccupés par les répercussions que peuvent avoir sur la commercialisation des obtentions végétales les mesures prises dans les Etats membres de l'UPOV pour contrôler les semences et plants. L'article 14 reconnaît que ces mesures peuvent faire obstacle à la commercialisation ou l'entraver, même lorsqu'il existe des droits d'obtenteur. Nous espérons qu'il sera possible de trouver une solution permettant de libéraliser ces mesures de contrôle tout en tenant compte des intérêts nationaux légitimes qui veulent que le matériel végétal destiné à la commercialisation réponde à diverses normes et présente notamment un niveau de qualité élevé.

Nous sommes également préoccupés par les dépenses qu'entraînerait notre adhésion à l'UPOV. Les frais initiaux, de même que les dépenses annuelles, sont naturellement fonction du nombre d'Etats membres. Nous espérons néanmoins qu'il sera possible d'étudier, lors de la réunion, les moyens permettant de réduire ces dépenses.

Nous avons constaté que l'ordre du jour provisoire de la réunion ne consacrait que très peu de temps aux discussions portant sur des questions spécifiques soulevées par les Etats non membres. Nous pensons que ces discussions seront un élément important de la réunion et qu'un très grand nombre d'observateurs et de délégués tiendront à exposer leur point de vue et à faire des suggestions aux autres pays. Nous suggérons par conséquent de reviser l'ordre du jour, dans la mesure, bien entendu où cela sera possible, afin de prévoir plus de temps pour ces discussions.

J'espère que ces commentaires vous seront utiles pour préparer la réunion. Ces suggestions sont, bien entendu, fondées sur le texte actuel de la Convention UPOV. La délégation des Etats-Unis examinera et discutera volontiers toutes les autres suggestions et observations qui pourront être faites durant la réunion.